

**Arrêté n° 1247/2023/DREAL/UD88 du 22 NOV. 2023**  
**mettant en demeure la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT, de respecter les prescriptions  
applicables aux activités exploitées sur le territoire de la commune de Gérardmer (88400)**

La Préfète des Vosges,  
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2640/2008 du 13 août 2008 autorisant la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT à exploiter ses installations ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 octobre 2023 mettant en évidence que la société sus-mentionnée ne respecte pas certaines des prescriptions des arrêtés susvisés ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 18 octobre 2023 ;
- Considérant que la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel susvisé :
- article 2.13 : sur la conduite d'alimentation en gaz, absence des vannes redondantes de coupure automatiques ;
- Considérant que la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral susvisé :
- article 2.2.3.2 : association de produits chimiques incompatibles dans une même rétention ;
  - article 4.1.4 : protection insuffisante contre les chocs d'au moins une canalisation de gaz (alimentation de la machine RAME 1) ;
  - article 4.1.4 : absence d'indication de l'existence de la vanne de coupure manuelle disposée sur la conduite principale de gaz ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- Considérant que la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 18 octobre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** – La société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT est mise en demeure :

- dans un délai de onze mois à compter de la notification du présent arrêté de mettre en place des vannes automatiques redondantes (au moins deux) sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Ces vannes assureront la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée ;
- dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté de dissocier d'une même rétention les produits chimiques incompatibles entre eux ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de renforcer la protection de la conduite de gaz d'alimentation de la machine RAME 1 contre les chocs ;
- dans un délai de trois à compter de la notification du présent arrêté de signaler la position géographique de la vanne de coupure générale située sur la canalisation gaz en aval immédiat du poste de livraison.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 22 NOV. 2023

La Préfète,

Délégation, le Sous-Préfet,  
Secrétaire Général  
David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.